

### Une crise du logement

**Loyers trop élevés.** Dans les (grandes) villes, l'accès au marché locatif privé est très compliqué. Les prix y sont trop élevés. À Bruxelles, 50 000 ménages attendent un logement social. Dans l'intervalle, ils ont de plus en plus de mal à payer les coûts de l'énergie, qui s'apparentent à un double loyer.

- Le secteur du sans-abrisme appelle à l'aide : la hausse des coûts de l'énergie fait couler les associations.
- Les centres d'hébergement doivent pouvoir jouir du tarif social pour le gaz et l'électricité, plaide la fédération.
- Sinon, des services risquent de fermer leurs portes.

# Les associations qui aident les sans-abri à leur tour dans la dèche

Jamais il n'y a eu autant de personnes à la rue, dormant sur des matelas de fortune, dans les parcs, les gares, les stations de métro... Dans chaque coin qui peut faire office d'abri temporaire. La réalité saute aux yeux dans toutes les villes. Il suffit de se balader à Bruxelles, Charleroi, Liège, Namur... Sur le terrain, de très nombreuses associations travaillent en réseau avec un objectif précis : trouver des solutions dignes et durables pour mettre fin au sans-abrisme. Un lent processus qui commence par un accueil d'urgence pour mettre ces hommes, ces femmes et ces enfants en sécurité et répondre à leurs besoins primaires : boire, manger, se reposer, se laver, dormir sous un toit.

#### Des dizaines de refus quotidiens

Aujourd'hui, ces dispositifs sont tous submergés. Les besoins explosent. "Nos équipes répondent quotidiennement au téléphone pour dire qu'on n'a pas de place. Chaque jour, il y a des dizaines de refus pour chacune de nos trois maisons d'accueil pour sans-abri à Bruxelles, rapporte Emmanuel Bawin, directeur général des Petits Riens, un opérateur qui compte un millier de travailleurs (dont un quart de bénévoles et un quart de collègues en parcours d'insertion). La nouveauté, c'est la diversité des publics qu'on reçoit. Sans l'augmentation des coûts de l'énergie, ils ne se seraient pas adressés à nous. Les

charges sont devenues un deuxième loyer, qu'ils n'arrivent pas à payer. Certains ont perdu leur logement et sont dans une situation d'errance. On a beaucoup de jeunes dans le cas. Beaucoup de familles monoparentales aussi."

#### La dégringolade des dons

L'écho est le même du côté de l'îlot. L'ASBL, qui emploie 120 travailleurs et une cinquantaine de bénévoles, lutte contre le sans-abrisme depuis 60 ans en répondant aux besoins rencontrés par les personnes en situation très précaire à Bruxelles et en Wallonie. "C'est super dur parce qu'on a de plus en plus de demandes. On ressent très concrètement les effets de la crise, avec une pression forte sur tous les services et, de notre côté, une perte de moyens assez paniquante", témoigne Ariane Dierickx, directrice de l'îlot.

Aujourd'hui, le secteur du sans-abrisme est sur le fil. Et certaines associations craignent pour leur survie. "D'une part, on fait face à une explosion des coûts, énergétiques et salariaux, sans qu'il y ait une compensation à la hauteur des besoins du côté des financements publics. De l'autre, il y a une dégringolade des dons parce que nos donateurs sont eux-mêmes touchés par la crise", poursuit Ariane Dierickx.

Paradoxalement, les structures d'une certaine taille sont proportionnellement plus impactées par la crise que les petites ASBL, qui vivent exclusivement de subsides structurels (ces

derniers suivent les indexations salariales et l'inflation). Parce qu'elles fonctionnent aussi avec des subsides ponctuels, par enveloppes fermées. "S'il y a des surcoûts en cours d'année, c'est pour notre pomme", poursuit la responsable de l'îlot.

#### En danger

"Mais on a surtout énormément de services qui fonctionnent grâce à des dons privés. À l'îlot, un quart des actions sont financées sur fonds propres, détaille Ariane Dierickx. Soit des projets pour lesquels il n'y a aucun subside. On doit tout assumer nous-mêmes : les salaires, l'essence, le chauffage, les frais de fonctionnement, les biens de première nécessité qu'on fournit aux usagers... Tout a augmenté. Ce qu'on vit là, on ne l'a jamais connu." Résultat : des prévisions budgétaires catastrophiques pour 2023. "En un an, on a mangé nos fonds propres. Ça veut dire qu'on n'est plus du tout en capacité d'absorber le moindre choc. Cela met l'ASBL en danger si on ne trouve pas des solutions à très court terme. On en est là..."

À l'îlot, des mesures ont déjà été prises : on ne renouvelle pas les contrats à durée déterminée, on ne remplace pas les départs en fin de carrière. "Forcément, cela diminue les forces vives sur le terrain et donc les services à nos bénéficiaires, se désole la directrice. On est parmi les rares organisations à accueillir les personnes avec des problè-

Certaines associations sont obligées de réduire la voilure de leurs actions sociales alors que les besoins augmentent.



Jamais il n'y a eu autant de personnes à la rue. Si les centres d'hébergement n'obtiennent pas l'accès au tarif social pour le gaz, leur nombre augmentera encore.

matiques d'addiction et de santé mentale. Si on n'a pas d'aide publique et de solution financière, on va devoir relever les seuils d'accès. On sait que la population sans abri qui s'est chronicisée en rue depuis des années est très compliquée à accompagner. Les problématiques sont plus lourdes que par le passé. Ça demande des moyens importants et des équipes plus étoffées que ce que les financements publics permettent."

#### L'inverse de ce qu'il faudrait faire

Le contexte des trois dernières années a affaibli les associations d'un point de vue humain, embraie le directeur général des Petits Riens. "Les équipes, qui ont dû faire de l'extraordinaire en permanence pendant la pandémie, se retrouvent aujourd'hui, à titre personnel, à porter une série de pressions."

Pour maximiser les subsides des pouvoirs publics et les destiner à 100% à l'action sociale, les Petits Riens ont, comme d'autres moyennes et grandes organisations du secteur, mutualisé les services de support (ressources humaines, finances, entretien des bâtiments...) entre les différents projets, en les finançant sur fonds propres. Aujourd'hui, l'association n'a plus les moyens de supporter ces coûts-là. "Le comble, c'est qu'on est obligés de faire, en termes de gestion, l'inverse de ce qu'il faudrait faire du point de vue de nos missions: on va réduire la voilure de nos actions sociales alors que les besoins augmentent dans la population."

Annick Hovine

## Sans tarif social pour le gaz, des centres d'hébergement risquent de devoir fermer

Le secteur du sans-abrisme, qui a survécu au Covid, réussira-t-il à traverser la crise liée à l'inflation et à l'explosion des coûts de l'énergie? Sans les tirer complètement d'affaire, une aide publique pour payer les frais de chauffage aiderait les associations à passer les mois qui viennent. "Les aides énergie qu'on doit recevoir représentent un cinquième de l'augmentation des coûts. C'est vraiment anecdotique", expose Ariane Dierickx, directrice de l'îlot. "Il y a un vrai décalage entre les mesures que proposent les pouvoirs publics et notre réalité. La prime bruxelloise promise, qui doit encore tomber, ne couvre que 10% de l'augmentation du coût de l'énergie", constate Emmanuel Bawin, directeur général des Petits Riens.

La fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri réclame depuis trois mois – en vain jusqu'ici – que les centres d'hébergement puissent bénéficier du tarif social pour le gaz et l'électricité.

"Quand on y réfléchit, c'est imbuvable de devoir payer le prix fort pour pouvoir chauffer des bâtiments qui sont occupés par des personnes qui, si elles étaient dans leur logement personnel, auraient évidemment accès au tarif social", insiste Ariane Dierickx. "D'autant qu'il existe une disposition légale pensée pour des collectivités qui assurent le logement et le chauffage de personnes qui, de toute évidence, ont droit au tarif social. C'est le cas des CPAS, des fonds de logement ou des agences immobilières sociales."

Le secteur des sans-abri a été "oublié" par le tarif social accordé par le fédéral. "Nous, on considère qu'on est dans l'esprit de ce dispositif. On a interpellé plusieurs fois Karine Lalieux (la ministre fédérale (PS) en charge de l'Intégration sociale: Ndlr). Cela n'a rien donné. Le coût pour les pouvoirs publics ne

serait pas si important: on ne parle pas de milliers de chaudières! C'est pourtant une mesure qui a plus de sens que proposer des aides à l'énergie en fin de parcours en mettant les organisations en difficulté et en stress pendant toute l'année."

#### "C'est dramatique"

Bien qu'il s'agisse d'une matière fédérale, le gouvernement bruxellois a une marge de manœuvre, estime le directeur général des Petits Riens. "L'ordonnance gaz/électricité prévoit les cas de force majeure. On y est, non? Dans les trois maisons d'accueil gérées à Bruxelles par les Petits Riens, on accueille chaque soir 150 personnes. Que se passera-t-il si je dois fermer deux étages de la rue du Prévot parce que je ne suis plus en capacité de payer la facture de gaz et d'électricité?"

De nombreuses personnes resteraient sur le carreau. Idem si l'îlot ne peut payer les factures d'énergie de ses deux maisons d'accueil pour hommes à Charleroi. Au total, des centaines de personnes en grande précarité seraient renvoyées à la rue.

"On est en train de rogner sur des petits projets d'innovation sociale de l'accompagnement à bas seuil. J'espère que demain, on n'aura pas à rogner sur les places d'hébergement", place le directeur général des Petits Riens. "Pour le long terme, on devra peut-être se résoudre, la mort dans l'âme, à fermer un service pour sauver les autres. On a déjà alerté les autorités publiques, tant wallonnes que bruxelloises par rapport à ce risque, tout de même énorme: des centaines de personnes vont se retrouver sans solution d'hébergement et d'accompagnement social. C'est dramatique", alerte encore Ariane Dierickx.

An. H.

Des centaines de personnes en situation de grande précarité se retrouveraient à la rue.